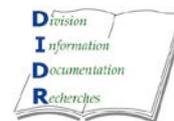


23 décembre 2015



Les menaces adressées en 2014 par les *Aguilas Negras* à des étudiants de l'Université Technologique de Pereira (UTP) et la grève organisée à l'UTP en 2013

Résumé : Les menaces adressées à des étudiants de l'UTP en 2014 par le groupe paramilitaire appelé *Aguilas Negras*, sur l'engagement militant et/ou syndical de ces étudiants, et les démarches effectuées par ces derniers auprès des autorités après la réception de ces menaces.

Abstract: The threats against some students of UTP in 2014 sent by the paramilitary group called *Aguilas Negras*, the commitment of these students in the trade unions or the political parties, and their legal actions after receiving these threats.

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'OFPRA en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'OFPRA ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'OFPRA en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

1. Menaces à l'encontre de représentants étudiants de l'UTP (juin - octobre 2014)

1.1. Lettres de menaces et tentatives d'intimidation

Le 19 juin 2014, **dix leaders étudiants** de l'Université Technologique de Pereira (UTP) ont reçu une lettre de menaces signée des *Aguilas Negras*.¹ Cette lettre a été envoyée sur les comptes *Facebook* de deux d'entre eux, Victor Hugo Ramirez et Julian Bedoya.²

Qualifiés de « *guérilleros* », de « *terroristes* » et de « *délinquants* », les étudiants visés avaient « *quarante jours pour quitter la ville et abandonner leurs études, ou bien leur vie sera en danger* ». Après un court séjour hors de la région, tous sont revenus à Pereira au moment de la rentrée, le 4 août 2014, pour poursuivre leurs études.³

Dans les jours ayant suivi l'envoi de la première lettre, deux des étudiants menacés ont subi **des actes d'intimidation** : deux jours consécutifs, une étudiante a vu un individu se poster devant son domicile du matin au soir. Julian Herrera, un des autres étudiants menacés, a été abordé par deux hommes à moto alors qu'il rentrait chez lui. L'un d'eux l'a salué puis a sorti un revolver en faisant mine de le viser. L'étudiant s'est alors mis à crier à l'aide, et les deux hommes se sont enfuis.⁴

Selon le site web *Contigo Colombia*,⁵ le 11 septembre 2014, « *une seconde lettre de menaces est adressée. Même ton menaçant et même vulgarité dans les propos. Elle porte encore la signature des Aguilas Negras mais avec la mention « Comando Central* ». *Ils ne sont plus 10 étudiants menacés, mais 19 étudiants et 2 professeurs. Les photos des personnes menacées sont affichées sur le document, pointant clairement les « objectifs à éliminer* ». *L'ultimatum est une fois de plus très précis : ils ont « Trente jours pour quitter la ville sinon ils seront exterminés comme les cafards qu'ils sont* » ». ⁶

Selon le journal colombien *La Tarde*, les étudiants menacés nommément dans la première lettre sont : Julián Herrera, Julián Bedoya, Víctor Ramírez, Humberto Rojas,

¹ Les *Aguilas Negras* (« Aigles Noirs ») sont un ensemble de groupes armés colombiens, parfois considérés comme la troisième génération de groupes paramilitaires, succédant en cela aux *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC). Considéré par le gouvernement colombien comme un gang criminel, spécialisé dans le trafic de drogue, ils sont aussi jugés responsables d'extorsions, de rackets et d'enlèvements. En janvier 2007, le gouvernement a annoncé la création d'un bloc de recherche spécialement chargé de les combattre. Le groupe est majoritairement présent dans le Nord du pays. Son fondateur et chef serait Vicente Castaño-Gil, un des fondateurs des AUC, qui a refusé le processus de démobilisation engagé avec le gouvernement du président Alvaro Uribe. Les *Aguilas Negras* passent pour recruter des membres des AUC qui refusent également cette démobilisation : la plupart des commandants de groupe des *Aguilas Negras* seraient ainsi d'anciens cadres des AUC. En 2010, les *Aguilas Negras* sont inclus sur la liste des 40 « *prédateurs de la liberté de la presse* » par Reporters sans frontières, en particulier pour des intimidations et des violences contre des journalistes opposés au régime d'Alvaro Uribe, particulièrement dans le Nord du pays. L'organisation pourrait compter jusqu'à 4 000 membres, répartis en 22 groupes identifiés. Ces groupes pourraient cependant être plus nombreux, grâce à leur capacité à agir sous couvert. Au début de l'an 2014, le directeur de la police nationale colombienne a déclaré que la dénomination *Aguilas Negras* n'est qu'une « *franchise* » utilisée par certains pour « *générer de la peur* » ; Ejercito Nacional de Colombia, « *Captured nine presumed members of the Aguilas Negras ?* », 27/06/07 ; *Cambio*, « *FARC y las Águilas Negras se alían en negocios de narcotráfico en el sur de Bolívar* », s.d. ; *Semana*, « *¿ Qué son las Águilas Negras ?* », 18/08/07 ; Site web *Contigo Colombia*, « *En Colombie, les étudiants activistes toujours victimes de menaces de mort* », 30/10/14.

² Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), « *Rechacemos las amenazas contra estudiantas de la UTP por las Aguilas Negras* », 26/06/14.

³ Site web *Contigo Colombia*, art.cit.

⁴ Asociación sindical de educadores del municipio de Medellín (ASDEM), « *Amenazan a estudiantes de la Universidad Tecnológica de Pereira* », 27/06/14.

⁵ Le site web *Contigo Colombia* se définit comme « *un site d'information sur la Colombie à destination des francophones* ».

⁶ Site web *Contigo Colombia*, art. cit.

Harold González, Ángela Esteban, Yuli Lancheros, Karen Medina, Eduardo Medina et Sami Zapata.⁷

Le site web *Contigo Colombia* a publié une reproduction de la seconde lettre de menaces, où apparaissent les noms suivants : Julián Herrera, Víctor Ramírez, Julián Bedoya, Harold González, Karen Medina, Viviana Giraldo, Yuli Lancheros, Jhelson Restrepo, Juan Antonio Escobar, Alexis Cuartas, Andres Naranjo, Stephany Sastoke, Angela Duque Morales, Humberto Rojas, Juan Guillermo Ardila, Wilmer Rojas, Sami Zapata, Yeick Tusama.⁸

Selon la source précitée, la plupart des étudiants menacés ont quitté la ville de Pereira suite à la réception de ces deux lettres de menaces. Certains ont même quitté la Colombie. Avant la fin de l'ultimatum (fixée au 11 octobre 2014), la majorité des étudiants menacés serait ainsi partie de Pereira. Deux d'entre eux auraient même « **pris la direction de la France** ».⁹

1.2. Engagement militant et/ou syndical des étudiants menacés

D'après le site web précité, les étudiants menacés n'appartiennent à « aucune entité juridique reconnue par l'Etat (partis politiques, défenseurs des droits de l'Homme, avocats, journalistes, etc.) », mais sont « tous engagés dans la défense des droits des étudiants dans leur université, et plus largement au niveau national ». Ils appellent à « plus d'intervention de l'Etat dans les Universités, prônent une école pour tous, réclament plus de démocratie dans l'enceinte de leur établissement. Certains d'entre eux ont aussi des liens très étroits avec des organisations sociales implantées dans la région du café [Eje Cafetero] ». ¹⁰

L'Asociación Sindical de Educadores del Municipio de Medellín (ASDEM) indique que les dix étudiants menacés dans la première lettre sont tous **des représentants étudiants ou aspirent à le devenir**. Cette source souligne aussi qu'ils prônent des mesures visant au renforcement des mécanismes démocratiques pour désigner les titulaires de charges universitaires (recteurs, doyens, etc.) et remarque que « comme par hasard », les menaces envers eux interviennent alors même que des élections pour désigner les recteurs et doyens d'université sont prévues « pour le prochain semestre ». ¹¹

D'autre part, l'ASDEM indique que les étudiants menacés se sont **opposés à des projets de privatisation ou d'exploitation de ressources énergétiques ou minières**. ¹²

Selon le *Comité permanente por la defensa de los derechos humanos* (CPDH), les dix étudiants menacés dans la première lettre ont récemment été candidats dans différentes instances de représentation étudiante au sein de l'UTP ou sont des représentants élus. **Huit d'entre eux ont participé au processus de négociations durant le conflit universitaire (infra) survenu à l'UTP lors du second semestre de l'an 2013**. ¹³

Le CPDH indique en outre que trois d'entre eux, Zamy Zapata, Angela Esteban et Eduardo Medina, sont membres actifs du mouvement étudiant *Asociación Colombiana de Estudiantes Universitarios (ACEU)* et de la *Union Patriótica (UP)*, un parti politique de gauche fondé en 1985. ¹⁴

⁷ *La Tarde*, « Rector de la UTP rechaza amenazas a estudiantes de la Institucion », 21/06/14.

⁸ Site web *Contigo Colombia*, art.cit.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Asociación sindical de educadores del municipio de Medellín (ASDEM), art.cit.

¹² *Ibid.*

¹³ Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), 26/06/14, art.cit.

¹⁴ Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), « Aguilas Negras amenazan a estudiantes de la Universidad Tecnológica de Pereira e Integrantes de la UP », 21/06/14.

Le *Movimiento por la defensa de los derechos del pueblo* (MODEP) soutient que quatre des étudiants menacés en juin 2014 sont membres de la **FUN** (*Federación Universitaria Nacional*), une organisation liée au **MODEP**, un parti politique de gauche caractérisé par une idéologie socialiste et anti-impérialiste.¹⁵

Selon le MODEP, ces quatre étudiants sont « *des dirigeants reconnus de cette institution éducative et des défenseurs remarquables de l'université publique, qui militent pour une éducation de qualité accessible à tous* » et sont la voix des étudiants dans diverses instances universitaires : le **Consejo Superior Universitario**, le **Consejo Académico**, le **Comité de Bienestar Universitario**, et les **Comités Curriculares y de Facultad** de l'UTP.¹⁶

Les étudiants menacés ont en outre participé au processus de négociation lors du conflit universitaire du second semestre de 2013. Selon le MODEP, les menaces à leur encontre « *n'ont pas d'autre but que d'étouffer les voix de ces étudiants qui n'ont fait qu'exercer leur droit à s'opposer, à penser différemment et à manifester. Ces menaces visent à les empêcher d'exercer leur liberté d'expression et de participer activement à des sujets qui relèvent de leur compétence : l'éducation, le présent et le futur de l'université* ». ¹⁷

1.3. Démarches entamées auprès des autorités après l'envoi des lettres de menaces

Julian Herrera, représentant au sein du *Consejo Superior* de l'UTP, fait partie des étudiants menacés. Selon ses dires, après la réception de la première lettre de menaces : « *Nous avons alerté toutes les organisations sociales, les autorités et l'institution universitaire. Nous avons déposé plainte auprès de la **Fiscalía** et de la **Unidad Nacional de Protección** pour que des enquêtes soient initiées* ». ¹⁸

Réagissant aux menaces contre ces étudiants, le CPDH a sollicité l'intervention de plusieurs organes étatiques et demandé :

- à la **Fiscalía General de la Nación** de mettre en œuvre les actions qui permettront d'identifier, de poursuivre et de juger les responsables de ces actes.
- à la **Defensoría del Pueblo** et au **Ministère de l'Intérieur** de mettre en œuvre les mécanismes nécessaires à la protection des étudiants menacés.
- à la **Gobernación de Risaralda** de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit à la vie, à la sécurité personnelle et à l'intégrité physique et psychologique des personnes menacées, et pour préserver l'honneur et la réputation de la communauté éducative de l'UTP. ¹⁹

En septembre 2014, le *Defensor del Pueblo*, Fredy Plaza, a déclaré : « *Nous nous sommes réunis avec la Fiscalía et la Unidad Nacional de Protección pour garantir la*

¹⁵ Movimiento por la defensa de los derechos del pueblo (MODEP), « Pronunciamiento del MODEP Risaralda contra amenazas en la Universidad Tecnológica de Pereira », 22/06/14.

¹⁶ *Ibid.* Trad. DIDR [espagnol] de : « *Estos jóvenes son reconocidos dirigentes estudiantiles de esta institución de educación superior, destacados defensores de la universidad pública, que han levantado sus voces exigiendo una educación de calidad y al acceso de todos* ».

¹⁷ *Ibid.* Trad. DIDR [espagnol] de : « *No tiene otra finalidad que acallar estas voces, que han ejercido el derecho a disentir, a opinar diferente, a protestar; las amenazas buscan impedir que estos estudiantes ejerzan el derecho a expresarse, a participar activamente en los temas de su total competencia, la educación que reciben, el presente y futuro de la universidad* ».

¹⁸ Asociación sindical de educadores del municipio de Medellín (ASDEM), art.cit. Trad. DIDR [espagnol] de : « *Nosotros pusimos en alerta a todas las organizaciones sociales, a las autoridades y a la misma institución. Pusimos la denuncia ante la Fiscalía y la Unidad Nacional de Protección para que se inicien las investigaciones sobre lo que está ocurriendo* ».

¹⁹ Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), 21/06/14, art. cit.

vigilance nécessaire et la sécurité des victimes [de ces menaces]. Nous attendons les résultats des enquêtes judiciaires pour procéder de la manière adéquate ».²⁰

2. Menaces antérieures et présence de groupes paramilitaires au sein de l'UTP

Selon le *Comité Estudiantil de Derechos Humanos de la Universidad Tecnológica de Pereira* (CEDH-UTP), depuis 2008, le mouvement étudiant et syndical de l'UTP a été menacé par des groupes paramilitaires. Ces menaces répétées ont conduit le système d'alertes précoces de la *Defensoría del Pueblo* en Risaralda à émettre un **rapport de risque** qui reconnaît la présence de structures paramilitaires dans l'*Eje Cafetero*.²¹

Dans ce rapport, plusieurs recommandations ont été adressées à l'Etat colombien, aux autorités régionales et à la direction de l'université, en vue de protéger la vie de la communauté universitaire. Toutefois, la majorité de ses recommandations sont restées lettre morte.²²

Le CEDH-UTP indique en outre que des groupes paramilitaires ont établi au sein du campus universitaire **une zone dédiée au commerce de drogues illicites et de substances hallucinogènes**, un problème que les autorités régionales et universitaires semblent ignorer. Selon la source précitée, les dirigeants universitaires sont ainsi responsables de la présence de ces groupes paramilitaires au sein de l'UTC.²³

Selon le CPDH, depuis 2008, les représentants étudiants sont victimes de harcèlements, de filatures, de menaces et d'intimidations de la part de groupes paramilitaires présents dans la région. Ce fait a conduit la *Defensoría del Pueblo* de Risaralda à émettre un rapport de risque en novembre 2009 pour demander aux autorités civiles, militaires et universitaires de prendre des mesures à même de garantir la protection de ces personnes.²⁴

Le CPDH estime que la présence de revendeurs de drogue au sein du campus de l'UTP constitue un risque pour la communauté étudiante, ouvre la voie à la présence de groupes paramilitaires et de bandes criminelles ou délinquantes, et génère des confrontations internes.²⁵

3. La grève du deuxième semestre 2013 à l'UTP

3.1. Identité des leaders étudiants impliqués dans cette grève

Plusieurs étudiants menacés faisaient partie, à l'instar de Sammy Zapata Salazar, de la commission de négociations durant la grève survenue à l'UTP au second semestre 2013.²⁶

²⁰ *El Diario*, « Se les acabó el tiempo: Águilas Negras », 13/09/14. Trad. DIDR [espagnol] de : « *Estamos adelantando reuniones con la Fiscalía y la Unidad Nacional de Protección para garantizar la vigilancia necesaria y la seguridad de las víctimas. Estamos a la espera de los resultados de los investigadores judiciales para proceder de manera adecuada* ».

²¹ L'*Eje Cafetero* (« zone caféière » en français) est une région située dans les départements de Caldas, Risaralda, Quindío, la région nord-est du Valle del Cauca, la région sud-est de l'Antioquia et le nord-ouest du Tolima. Elle comprend les villes chefs-lieux des trois premiers départements cités, Manizales, Pereira et Armenia. Cette région fut un centre notable de production d'hévéa au début du XX^e siècle avant de se dédier à la production du café.

²² Comité estudiantil de derechos humanos de la Universidad Tecnológica de Pereira (CEDH-UTP), « *Acción urgente : Amenazas a dirigentes estudiantiles de la universidad tecnologica de Pereira* », 11/07/12.

²³ *Ibid.*

²⁴ Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), 26/06/14, art. cit.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Caracol Radio*, « *Lideres estudiantiles de la UTP reciben panfleto intimidante* », 21/06/14.

Selon le CPDH, huit des dix étudiants menacés dans la lettre de juin 2014 ont participé au processus de négociations durant ce conflit universitaire.²⁷

Peu après la réception de la première lettre de menaces en juin 2014, Julian Herrera, un des étudiants menacés, a déclaré : « *Pendant les dernières années, nous avons dirigé des protestations au sein du campus universitaire, et plus particulièrement celles de 2013 qui ont conduit le Conseil Supérieur à annuler un semestre entier pour les étudiants* ». ²⁸

D'autre part, selon le site web *Contigo Colombia*, les étudiants menacés avaient rédigé **une pétition pour exiger le départ de Luis Enrique Arango Jiménez du poste de recteur de l'UTP**, qu'il occupait alors depuis quinze ans.²⁹

Dans un communiqué diffusé le 31 octobre 2013, l'*Asamblea General de Estudiantes* a annoncé le prolongement de la grève au sein de l'UTP et déclaré que celle-ci ne prendra fin qu'après la signature d'un accord avec le *Consejo Superior Universitario*.³⁰ Cette assemblée a constitué une commission de négociateurs, composée de 5 étudiants, et une commission d'assesseurs, composée de 6 étudiants chargés de conseiller et de suppléer les négociateurs, et de mener le dialogue avec les délégués des universités.³¹

Les membres de la **Comisión Negociadora** (« *Commission de négociateurs* ») étaient :

- Víctor Hugo Ramírez Porres, étudiant en *Ingeniería Industrial*, représentant des étudiants au *Consejo Académico*.
- Andrés Julián Bedoya Vallejo, étudiant en *Ingeniería Mecánica*, représentant des étudiants au *Consejo Académico*.
- Zamy Zapata Salazar, étudiant en *Licenciatura en etnoeducación y desarrollo comunitario*, représentant du Conseil étudiant en *Licenciatura en etnoeducación y desarrollo comunitario*.
- José Humberto Rojas Molina, étudiant en *Medicina*, représentant de la *Jornada Especial*.³²

Les membres de la **Comisión Asesora** (« *Commission des assesseurs* ») étaient :

- Eduardo Medina Burbano, étudiant en *Medicina*, représentant des étudiants au *Comité de Bienestar Universitario*.
- Harol Gonzales Duque, étudiant en *Ciencias del deporte y la Recreación*, représentant des étudiants au *Comité Curricular de Ciencias del Deporte y la Recreación*.
- Juan Camilo Herrera Sepúlveda, étudiant en *Administración del medio ambiente*, représentant des étudiants au *Consejo de Facultad de Ciencias Ambientales*.
- Stephany Sastoke Gonzalez, étudiant en *Ingeniería Mecánica*, représentant des étudiants au *Consejo de Facultad de Ingeniería Mecánica*.
- Milton Ramírez Giraldo, étudiant en *Licenciatura en Artes Visuales*, étudiant de la *Jornada Especial*.³³

En octobre 2013, Julian Bedoya, un des étudiants menacés en 2014 par les *Aguilas Negras*, a déploré, en sa qualité de représentant des étudiants auprès du *Consejo Académico*, la décision d'annulation du semestre prise par le recteur de l'UTP : « *Le recteur a préféré annuler le semestre plutôt que de démissionner. Il existait d'autres*

²⁷ Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), 26/06/14, art. cit.

²⁸ Site web *Contigo Colombia*, art. cit.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Universidad Tecnológica de Pereira (UTP), « Comunicado de la Asamblea General de Estudiantes Universidad Tecnológica de Pereira », 31/10/13.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

options, comme la suspension ou les vacances anticipées. L'annulation est préjudiciable [...] C'est une forme de répression universitaire ».³⁴

3.2. Organisations et syndicats ayant soutenu ou pris part à cette grève

Le *Movimiento de víctimas de crímenes de Estado* (MOVICE) met en avant l'implication de l'organisation étudiante *Mesa Amplia Nacional Estudiantil* (MANE) dans le mouvement de grève survenu à l'UTP au second semestre 2013.³⁵

Au total, **44 organisations syndicales, sociales et politiques** ont apporté leur « soutien sans restriction à la juste lutte des étudiants contre les politiques néolibérales appliquées à l'éducation supérieure promues à Pereira et dans le reste du pays par Luis Enrique Arango Jiménez, recteur de l'UTP et président du Sistema Universitario Estatal (SUE) ». ³⁶

Ces organisations se disent déterminées « à contribuer aux luttes nationales de la MANE, défendre les droits, remettre l'université sur la voie du développement régional et de la formation de professionnels intègres, qui apporteront des solutions à nos difficultés », et à « construire ensemble un système éducatif démocratique, populaire, d'excellence universitaire, moteur du développement régional et national ». ³⁷

Ces organisations, toutes membres de la *Coordinacion de movimientos sociales y organizaciones políticas del Risaralda* (COMOSOPOL Risaralda) et/ou de la *Mesa de organizaciones sociales y defensores de derechos humanos del Risaralda*, sont les suivantes :

Dignidad Cafetera, Marcha Patriótica, Congreso de los Pueblos, Central Unitaria de Trabajadores (CUT), Polo Democrático Alternativo de Risaralda y Dosquebradas, MOVICE Capítulo Risaralda, Comité de Solidaridad con Presos Políticos del Risaralda "Juan David Pineda", ANTHOC, Sindibase Hospital San Jorge, MODEP, Partido Comunista Colombiano, JUCO, A nutrir, Corporación Suburbia, Organización Colombiana de Pensionados (OCP), Poder de Unidad Popular (PUP) Pereira y Armenia, ACADEC, Minga Social de Resistencia Comunitaria de Pereira y Cartago, Periódico Periferia, SER, SINTRAEMSDDES Pereira, Asociación Nacional de Estudiantes de Secundaria (ANDES), Red de Estudiantes de Secundaria (REDES), Representantes Estudiantiles al Consejo Superior y Bienestar Universitario de la UTP, Asoci!, Acción Colombiana de Estudiantes Universitarios (ACEU), Organización Colombiana de Estudiantes (OCE), FUN Comisiones, Universidad Sin Fronteras, MAIS, CORPOPAES, ASUR, UNEB, Comité para la Anulación de la Deuda del Tercer Mundo (CADTM), Grupo de resistencia contra el consumo de agrotóxicos de Modín (Cartago), SINALTRASE, SINDIVENDEDORES, SINALTRAINAL Dosquebradas, Organización Ambiental Chinampa, Comité de Base Orlando Fals Borda, Consejo Regional Indígena del Risaralda (CRIR), Mujeres por la Constituyente, Casa de la Mujer y la Familia Stella Brand, ASOCRI. ³⁸

³⁴ Caracol Radio, « Universidad Tecnológica de Pereira cancela semestre académico por paro », 23/10/13. Trad. DIDR [espagnol] de : " El rector prefiere cancelar el semestre antes de renunciar. No existe la figura de la cancelación, existe otra figura como la suspensión o las vacaciones anticipadas, la cancelación es denunciante [...] Esto es represión académica ".

³⁵ Movimiento de víctimas de crímenes de Estado (MOVICE), « Organizaciones sociales y políticas de Risaralda apoyan el Paro estudiantil de la Universidad Tecnológica de Pereira », 11/10/13.

³⁶ Ibid. Trad. DIDR [espagnol] de : " Manifestamos nuestro respaldo irrestricto a la justa lucha que vienen desarrollando los estudiantes contra las políticas neoliberales aplicadas a la educación superior, promovidas aquí y en el resto del país por el Rector Luis Enrique Arango Jimenez, presidente del Sistema Universitario Estatal (SUE) ".

³⁷ Ibid. Trad. DIDR [espagnol] de : " Para así contribuir a las luchas nacionales de la MANE y además, defender derechos, retornar la universidad por la senda del desarrollo regional y la formación de profesionales íntegros que aporten a solucionar las dificultades que vivimos, y nos lleven a construir juntos un sistema educativo democrático, popular, de excelencia académica, motor de desarrollo regional y nacional ".

³⁸ Ibid.

Bibliographie

(Les sites web mentionnés ont tous été consultés en décembre 2015)

Institutions colombiennes

Ejercito Nacional de Colombia, « Captured nine presumed members of the Aguilas Negras? », 27/06/07.

<https://www.ejercito.mil.co/index.php?idcategoria=192687>

Universidad Tecnológica de Pereira (UTP), « Comunicado de la Asamblea General de Estudiantes Universidad Tecnologica de Pereira », 31/10/13.

<http://comunicaciones.utp.edu.co/noticias/24360/comunicado-de-la-asamblea-general-de-estudiantes-universidad-tecnologica-de-pereira/pdf>

Partis politiques, syndicats étudiants et ONG

Comité estudiantil de derechos humanos de la Universidad Tecnológica de Pereira (CEDH-UTP), « Accion urgente: Amenazas a dirigentes estudiantiles de la universidad tecnologica de Pereira », 11/07/12.

http://funcomisionesmodep.org/index.php?option=com_content&view=article&id=140:accion-urgente-amenazas-a-dirigentes-estudiantiles-de-la-universidad-tecnologica-de-pereira&catid=35:universidades&Itemid=37#_ftn1

Movimiento de víctimas de crímenes de Estado (MOVICE), « Organizaciones sociales y politicas de Risaralda apoyan el Paro estudiantil de la Universidad Tecnologica de Pereira », 11/10/13.

http://www.movimientodevictimas.org/versionantigua/index.php?option=com_k2&view=item&id=3459:organizaciones-sociales-y-pol%C3%ADticas-de-risaralda-apoyan-el-paro-estudiantil-de-la-universidad-tecnol%C3%B3gica-de-pereira&Itemid=397#

Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), « Aguilas Negras amenazan a estudiantes de la Universidad Tecnologica de Pereira e Integrantes de la UP », 21/06/14.

<http://comitepermanente.org/index.php/historia/2-uncategorised/648-aguilas-negras-amenazan-de-muerte-a-estudiantes-de-la-universidad-tecnologica-de-pereira-e>

Movimiento por la defensa de los derechos del pueblo (MODEP), « Pronunciamiento del MODEP Risaralda contra amenazas en la Universidad Tecnologica de Pereira », 22/06/14.

<http://www.modep.org/2014/06/22/pronunciamiento-modep-rda-amenazas-en-la-utp/>

Comité permanente por la defensa de los derechos humanos (CPDH), « Rechacemos las amenazas contra estudiantes de la UTP por las Aguilas Negras », 26/06/14.

<http://utopialapalabra.blogspot.fr/2014/06/amenazados-estudiantes-de-la.html>

Asociación sindical de educadores del municipio de Medellín (ASDEM), « Amenazan a estudiantes de la Universidad Tecnologica de Pereira », 27/06/14.

<http://www.adebogota.org/index.php/comisiones/capacitacion-docente/37-noticias/nacional/2587-amenazan-a-estudiantes-de-la-universidad-tecnologica-de-pereira>

Médias

Cambio, « FARC y las Águilas Negras se alían en negocios de narcotráfico en el sur de Bolívar », s.d.

http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.cambio.com.co%2Fpaiscambio%2F763%2FARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR_CAMBIO-3957334.html

Semana, « ¿Qué son las Águilas Negras? », 18/08/07.

http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.semana.com%2Fwf_InfoArticulo.aspx%3FidArt%3D105663

Caracol Radio, « Universidad Tecnológica de Pereira cancela semestre académico por paro », 23/10/13.

http://caracol.com.co/radio/2013/10/23/regional/1382506380_000092.html

La Tarde, « Rector de la UTP rechaza amenazas a estudiantes de la Institución », 21/06/14.

<http://www.latarde.com/noticias/pereira/135451-rector-de-la-utp-rechaza-amenazas-a-estudiantes-de-la-institucion>

Caracol Radio, « Líderes estudiantiles de la UTP reciben panfleto intimidante », 21/06/14.

http://caracol.com.co/radio/2014/06/21/regional/1403335680_285889.html

El Diario, « Se les acabó el tiempo : Águilas Negras », 13/09/14

<http://www.eldiario.com.co/seccion/JUDICIAL/se-les-acab-el-tiempo-guilas-negras1409.html>

Site web *Contigo Colombia*, « En Colombie, les étudiants activistes toujours victimes de menaces de mort », 30/10/14.

<http://contigopress.over-blog.com/2014/10/en-colombie-les-etudiants-activistes-toujours-victimes-de-menaces-de-mort.html>